et maintenant que faire ?



par arthur notebart

député - maire de lomme
président de la communauté urbaine de lille
membre du comité directeur

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

et maintenant que faire ?

par arthur notebart
député - maire de lomme
président de la communauté urbaine de lille
membre du comité directeur

Depuis l'échec de la Gauche aux dernières élections législatives, on a pu entendre ou lire un certain nombre de commentaires, d'analyses ou de prises de position. Il est normal et même nécessaire qu'à Gauche s'instaure un débat susceptible de dégager les moyens de sortir de la crise qu'elle connaît actuellement. Peut-être aurait-il été plus sain que ce débat s'engage officiellement entre militants responsables à tous les niveaux sans passer par le biais d'articles de presse ou de déclarations plus ou moins publiques, faisant même croire quelquefois que les problèmes de personnes l'emportaient sur le débat d'idées.

C'est pour l'éclairer de nouvelles réflexions, qui n'ont certes pas la prétention d'embrasser toute l'ampleur des problèmes posés, que sont avancées ces quelques idées adressées en particulier aux militants du Parti Socialiste, sans mise en cause de camarades de quelque courant qu'ils soient, tant il est vrai que la situation actuelle de la Gauche dépasse de beaucoup les intérêts ou les sensibilités des individus.

Fondation Jean-Jaurès

« DE L'UNION DE LA GAUCHE A LA GAUCHE UNIE »

Lorsque l'espérance cède la place à la désillusion, on peut toujours craindre que ceux qui se sont lancés dans le combat ne se laissent aller à baisser les bras ou à chercher un bouc émissaire sur lequel rejeter toute la responsabilité de l'échec.

L'action socialiste est quotidienne ; elle ne peut s'arrêter à la proclamation de résultats électoraux, quels qu'ils soient.

Mais il ne faudrait pas non plus que l'analyse de fond de cet échec ne se réduise à montrer du doigt le responsable de la défaite : le P.C.F. Il ne s'agit pas d'atténuer, face à l'histoire, la responsabilité du P.C.F. dans la rupture de l'Union de la Gauche et par conséquent du maintien de la droite au pouvoir, mais de poser, afin d'y répondre, un certain nombre de questions. Celles-ci devraient d'ailleurs alimenter la réflexion, **non seulement des militants socialistes** et de tous ceux qui voient dans le socialisme le moyen de réaliser leur espérance, **mais aussi celle des militants communistes** qui ont sans doute été troublés par l'attitude de la direction du P.C. et qui, comme nous tous, espéraient et croyaient en la victoire.

Des questions **doivent être posées.**

On peut, en effet, se demander ce qui justifiait, aux yeux du P.C.F., l'attitude suicidaire pour la Gauche prise peu de temps après le succès de mars 1977 et qui nous a conduits, un an après, à la situation actuelle. La question a déjà été posée, notamment lors de la convention que le P.S. a tenue récemment à la fin du mois d'avril, comme elle apparaît posée, plus ou moins nettement et contradictoirement, dans les articles publiés dans « Le Monde », par J. ELLENSTEIN d'une part, et L. ALTHUSSER d'autre part, tous deux membres du P.C.F. Le débat est aujourd'hui dépassé ; il ne manque

pas d'intérêt, mais il est déjà tombé dans le domaine de l'histoire et ne se place plus sur celui de la nécessaire réflexion politique, même si celle-ci doit se nourrir de celle-là. Il est certes nécessaire de comprendre pourquoi le P.C. a choisi, en 1978, une « stratégie de l'échec », comme il a tout fait pour être exclu du tripartisme en 1948, comme il a refusé de prendre les véritables responsabilités que lui dictait la classe ouvrière en 1936 lors du Front Populaire, en se réfugiant dans un confortable soutien sans participation.

Ainsi, depuis la scission de Tours en décembre 1920, le mouvement ouvrier désuni n'a jamais pu arracher à la droite les leviers de commande du pays. Depuis 1920, aucun pacte entre les organisations ouvrières, aucun accord, aucun programme commun n'a réussi à donner le pouvoir aux représentants des travailleurs, pourtant majoritaires, dans notre pays qui demeure, de ce fait, gouverné par les forces défendant les privilèges d'une minorité.

Mais, dès lors, se pose la question fondamentale pour tous ceux qui vivent de leur travail, espèrent en le socialisme et ont espéré dans l'Union de la Gauche.

L'impuissance de la Gauche ne provient-elle pas de l'existence des deux conceptions du socialisme et des moyens d'y parvenir qui se sont affrontés à Tours et qui ont marqué la naissance du P.C.F. ; deux conceptions que LENINE lui-même avait alors jugées incompatibles ce qui justifiait, à ses yeux, les 21 conditions à l'adhésion à la IIIe Internationale. Les héritiers de JAURES, GUESDE et BLUM seront-ils capables de demander publiquement aux héritiers de LENINE, si 60 ans après Tours, ils apporteraient la même réponse aux 21 conditions qui demeurent toujours l'acte de naissance de leur parti et la cause de la scission du monde du travail.

Cette question ne relève pas de la curiosité de militants déçus, cherchant à oublier l'échec dans une sorte de méditation historique. Elle découle simplement de la constatation actuelle d'une double faillite : celle du système capitaliste et celle du communisme tel qu'il est appliqué aujourd'hui.

En ce qui concerne la faillite du système capitaliste, elle ne surprend pas les socialistes. Il faut cependant en brosser une rapide analyse et en tirer les conséquences pour l'action politique.

La réplique de la Gauche aux divers gouvernements de droite, représentant au pouvoir les intérêts du capitalisme, a pu souvent faire croire que le capitalisme ne traversait qu'une crise économique. Or, la crise que connaissent aujourd'hui les pays capitalistes est une **crise de société :** elle touche tous les rouages du mécanisme social. En même temps que la crise économique, facilement visible, se développe une crise intellectuelle et morale, au sens où le système social actuel ne parvient plus à faire admettre ses propres valeurs. C'est donc à cette crise globale de la société capitaliste que ceux qui se réclament du socialisme doivent faire face, non pas en tentant de répondre point par point à chaque problème, comme si les socialistes se transformaient en groupes de pressions au service de chaque catégorie, groupe ou intérêt particulier, mais en établissant un projet global de la société qu'il veut construire. Il ne s'agit pas pour les socialistes d'aménager un système, mais de le transformer. Ce qui implique une autre conséquence : face à cette crise, il ne peut y avoir de compromis quel qu'il soit avec la droite. Le P.S. doit mettre en pratique, partout où il le peut, la « stratégie de rupture » avec le capitalisme mentionnée lors du congrès d'Epinay et reprenant simplement notre déclaration de principe en veillant à y rester fidèles, car là est le véritable engagement.

Si le P.S. cédait, ne serait-ce qu'un instant aux sirènes de la droite, s'il n'était pas capable de représenter les intérêts des travailleurs en étant d'abord implantés sur leurs lieux de travail et de vie, et si enfin, il n'était pas capable de leur expliquer clairement en quoi ils sont socialistes, en approfondissant leur réflexion et leur propre formation, alors dans ce cas, il manquerait sa mission. C'est en affirmant sa volonté de rupture et son authenticité socialiste que le P.S. peut conquérir au socialisme les 30 % de travailleurs qui votent encore, à chaque scrutin général, pour la droite.

La deuxième faillite est plus douloureuse pour les socialistes. Non pas qu'ils s'en sentent responsables puisque jamais ils n'ont été solidaires de ce qui se construisait dans les pays de l'Est et que depuis 1920, en France, ils affirment que la voie prise à Moscou n'est pas celle du socialisme.

Leur douleur vient, justement, que ces régimes se qualifient eux-mêmes de socialistes et, du même coup, en défigurent le nom, et hélas, ce qui est plus grave encore, qu'ils en trahissent l'idée auprès de ceux qui sont à convaincre. Quelle aubaine pour la droite du monde entier, de pouvoir « fêter » le dixième anniversaire d'une intervention militaire suivie par une occupation étrangère et une répression policière, le tout accompli au nom du socialisme.

C'est pourquoi, après 60 ans de « révolution » en U.R.S.S. correspondant à 60 ans de scission ouvrière dans les pays occidentaux, et en particulier en France, les travailleurs, les salariés, tous ceux qui se sentent concernés par la marche au socialisme doivent se poser un certain nombre de questions : Pourquoi socialistes et communistes se sont-ils séparés et quels points de leur histoire respective les amènent encore aujourd'hui à permettre à la droite l'exercice du pouvoir.

Encore faut-il avoir aujourd'hui une connaissance claire des conditions de la rupture dans le monde ouvrier en éliminant les faux problèmes, les erreurs, voire les mensonges découlant de la propagande, de la polémique et de la volonté de détruire avant tout celui qui était auparavant un camarade.

Les faits politiques sont tous marqués de l'empreinte des circonstances qui leur ont donné naissance. On ne peut donc évoquer 1920 sans rappeler brièvement les caractéristiques de la période.

DE LA DESILLUSION A LA TENTATION DU MODELE

Lorsque MM. CACHIN et FROSSARD partent à Moscou pour rencontrer LENINE à propos de l'adhésion du parti français à la IIIe Internationale, on peut difficilement mettre entre parenthèses 5 ans qui ont vu un conflit mondial et une révolution. Le mouvement ouvrier est désorienté. Tous les efforts pour empêcher la guerre ont été vains. Il est trop facile, après coup, de distribuer les responsabilités.

La tentation était grande de calquer le modèle partout. Pourtant la Russie de 1917 ne pouvait accoucher d'une révolution socialiste. Le démontrer ne relève pas du seul intérêt de l'histoire car, comme le note à juste titre J. ELLENSTEIN, dans sa « lettre ouverte aux Français sous la République du Programme Commun » : « les communistes français voyaient, dans la révolution soviétique et ses prolongements, la réalisation de leurs espoirs les plus chers ». Or, si le P.C.F. a voulu se détacher du stalinisme, il semble bien que la révolution bolchevik garde encore toute sa valeur à ses yeux. C'est donc de l'idée que l'on se fait de la nature sociale de la révolution bolchevik de 1917, que découle la question que L. JOSPIN posait devant la convention socialiste du 29 avril 1978 : l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Est sont-ils des pays socialistes ? Notre réponse est non. La révolution bolchevik est le fruit de la guerre, de la misère

des paysans et du régime absolu des Tsars et d'une stratégie de coup d'Etat. La Russie de 1917 ressemblait plus à la France de 1789 qu'aux pays européens qui l'entouraient. Pays de paysans à 80 % analphabètes, la Russie devait avant tout faire la révolution industrielle que les pays capitalistes comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne avaient accomplie dans la deuxième moitié du XIXe siècle. C'est cette révolution industrielle qui pouvait former une classe ouvrière éduquée et consciente capable de réaliser le socialisme. Sans masses populaires conscientes et organisées, la révolution ne pouvait avoir de socialiste que le nom et ne sortait que de l'action d'une minorité. C'est bien ce qu'exprimait LENINE lui-même quand il élaborait la théorie des minorités agissantes et quand il proclamait en 1921 : « Le socialisme, c'est les soviets plus l'électricité ». On a vite apporté l'industrie avec l'électricité en oubliant au passage les soviets.

Au pouvoir, les bolcheviks ont accompli ce que le capitalisme avait déjà fait ailleurs : l'industrialisation. A partir de 1928 et du premier plan quinquennal, l'Etat prend en charge l'effort d'industrialisation en prenant la place d'une bourgeoisie capitaliste qui, en Russie, n'est pas assez puissante financièrement.

La révolution russe n'a pas abouti au socialisme, mais à un capitalisme d'Etat qui tente de rattraper le retard industriel que le tsarisme avait fait prendre à la Russie jusqu'à la première guerre mondiale. La nature de la révolution russe ne pouvait pas être socialiste, mais industrielle. C'est bien l'analyse que faisait LENINE lui-même en 1905.

« Si nous promettions aujourd'hui au prolétariat russe de lui assurer dès maintenant le socialisme, nous tomberions dans l'erreur. Cette erreur d'après laquelle la révolution ne serait pas bourgeoise a toujours fait l'objet de nos railleries à nous, social-démocrates ».

Et, en 1917, partant de Suisse pour la Russie, et traversant l'Allemagne en guerre, dans son wagon plombé, il déclare : « La Russie est un pays paysan, l'un des pays les plus arriérés d'Europe. Le Socialisme ne peut y vaincre directement tout de suite. Mais le caractère paysan peut donner une formidable ampleur à la révolution bourgeoise et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste, un petit pas vers celle-ci ».

L'analyse n'avait pas changé. Pourtant, dès son arrivée en Russie, LENINE agit en sens inverse. Il déclenche ainsi lui-même ce qui conduit à la « dictature du prolétariat » et en fait à celle d'un homme qui s'empresse d'éliminer les vieux bolcheviks eux-mêmes ; hier, ils furent exécutés et aujourd'hui encore leurs noms sont banis de l'histoire officielle.

L'Etat devenu tout puissant, la jeune U.R.S.S. tournait le dos au « dépérissement de l'Etat » voulu par MARX et s'engageait dans la dictature bureaucratique de STALINE. C'est pourquoi il faut être clair sur la nature de la destalinisation engagée depuis plus de 20 ans.

Qu'apporte la destalinisation aujourd'hui ?

Il ne s'agit pas de nier les quelques efforts des partis communistes pour supprimer les conséquences de la période stalinienne. Le XXe congrès du P.C.U.S. a, en ce sens, constitué un événement capital dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Pourtant, malgré le choc que le XXe congrès du P.C.U.S. a provoqué en Europe, il n'a pas arraché totalement les racines du mal. J. ELLENSTEIN l'affirme, dans son livre déjà cité : les droits de l'homme sont bafoués dans les pays de l'Est.

Cela devrait nous amener à ouvrir un débat sur ce que signifie la destalinisation en 1978. S'il s'agit de condamner l'absence de liberté dans les pays de l'Est et de se solidariser avec les victimes de régimes bafouant

les droits de l'homme, c'est évidemment d'accord mais **c'est insuffisant.** Nous ne nous attaquerions qu'aux conséquences et non aux causes du phénomène stalinien. S'il s'agit de définir le régime stalinien comme une dictature d'un état bureaucratique soumettant tout aux objectifs de l'industrialisation à outrance, **il faudra bien alors remonter jusqu'à la nature profonde de la** révolution russe de 1917.

Il ne convient plus de destaliniser mais de « débolchéviser ». Est-ce sur cette voie que s'engagera le P.C.F. en abandonnant toute référence au léninisme ? Il est certain que cette perspective peut donner le vertige aux militants communistes. Qu'ils ne s'inquiètent pas, ils retrouveront ainsi les analyses de MARX en abandonnant les théories que LENINE a voulu y inclure, en se posant lui-même comme le seul défenseur du marxisme. Peut-être répondront-ils, avec 60 ans de retard, à cette supplique de BRACKE pendant le congrès de Tours :

« Camarades, n'excluez pas MARX de votre IIIe Internationale ».

LE P.C. DOIT ALLER PLUS LOIN

Malgré les progrès que constitue la critique des pays de l'Est par le P.C.F., les socialistes ne peuvent pas s'en contenter et doivent pousser plus loin le débat. En effet, même ceux des militants communistes qui ont attaqué publiquement le plus le stalinisme, réaffirment encore aujourd'hui le caractère socialiste de la société soviétique. Or, à partir de cette affirmation des communistes, il ne s'agit pas seulement de s'affronter sur ce qui se passe en U.R.S.S., mais bien de débattre du type de socialisme que nous voulons les uns et les autres. Le même mot ne recouvre pas encore la même réalité.

UN VRAI DEBAT EST NECESSAIRE

Le débat sur le type de socialisme ne doit pas rester dans l'évocation lointaine de la société que nous voulons construire, mais surtout s'atteler à la recherche des moyens pour y parvenir, que l'on appelle cela voies de passage au socialisme ou période de transition, qu'importe le mot pourvu que l'on garde l'idée. Il est clair aujourd'hui que la Gauche ne s'est pas divisée sur les points mis en avant publiquement (nationalisations des filiales, SMIC).

D'ailleurs, ce qui faisait problème au P.C.F. le 22 septembre 1977, ne le faisait apparemment plus le 13 mars. C'est bien montrer le caractère de prétexte à la rupture des problèmes mis en avant par le P.C.F.

Alors quelles étaient les vraies raisons de la rupture de septembre 1977 ?

1) Que signifie l'union de la Gauche pour le P.C.F. ?

2) La question internationale : l'Europe et les rapports entre le P.C. et l'U.R.S.S. ?

3) La place du P.C. dans l'union de la Gauche et la volonté d'apparaître le seul parti « révolutionnaire d'avant-garde », selon sa propre expression. Mais que peut signifier cette expression aujourd'hui ?

Quelle union et pour quoi faire ?

Trois questions que les socialistes posent aujourd'hui. La fin du rapport de L. JOSPIN, à la convention d'avril 1978, les fait largement apparaître.

Trois questions qui furent aussi au centre des débats qui ont marqué voici 60 ans la scission du mouvement ouvrier.

Il est temps de les reprendre non seulement pour réaffirmer notre identité socialiste, mais aussi pour tenter de faire un pas réel vers l'unité du monde du travail, tant il est vrai qu'à chaque fois que l'on a voulu les évacuer de notre réflexion politique, ces questions ont rejailli et dissipé tous les espoirs de victoire de la Gauche.

1) QUE SIGNIFIE L'UNION DE LA GAUCHE POUR LE P.C.F. ?

La tactique du P.C.F. face à l'Union de la Gauche est parfaitement résumée dans le récent livre de R. DEBRAY, que rappelle L. JOSPIN, dans son rapport à la Convention :

« La pièce est devenue monotone. Premier acte : on appelle à l'Unité, parce que sans elle, rien n'est possible ; deuxième acte : l'Unité faite, reste à la défaire, parce que la classe ouvrière ne servira pas de marche-pied à la social-démocratie ».

Et Régis DEBRAY s'adressant à la direction du P.C. ajoute :

« Cette bizarre incohérence, à première vue, rend votre politique à la fois irrationnelle et prévisible — unitaires pour deux dans votre ghetto, vous voilà sectaires pour trois, dès que vous en êtes sortis. L'alliance vous est vitale ? Vient-elle à décoller qu'elle vous paraît fatale. Vous ne parlez que de la renforcer : à peine prend-elle des muscles qu'il convient de l'affaiblir ».

Le P.C.F. ne s'engagerait-il dans la politique d'Union de la Gauche qu'en vue de se renforcer lui-même **face au P.S.** L'ennemi ne serait que secondairement la droite, mais avant tout le P.S.

Dans ce domaine, il y aurait la réalité et l'image que l'on veut donner à l'extérieur : **le P.C. doit se faire passer pour unitaire, mais en même temps tout faire pour que l'union échoue en faisant porter la responsabilité sur le partenaire.** Ainsi peut se

comprendre l'attitude curieuse du P.C.F. dans la dernière période avant les élections. Plus il prétendait défendre l'Union de la Gauche avec le P.S., plus il attaquait celui-ci en l'accusant de « virer à droite ». La Direction du P.C.F. semblait même y trouver une certaine satisfaction. **Tous les jours, « L'Humanité » mettait en valeur des prétendus exemples de ce que la Direction du P.C. appelait la trahison du P.S. en considérant que cela ne surprenait d'ailleurs personne dans la mesure où, eux communistes, savaient bien que le P.S. était, par nature, un traître à la classe ouvrière.** On peut rappeler l'une des 21 conditions de 1920 : la VIIe — L'attitude de la Direction du P.C.F. en 1977-1978 en fut-elle une application directe ?

Texte de la VIIe condition

« Les partis qui désirent appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de reconnaître la rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de propager cette rupture dans les plus larges cercles d'adhérents. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

« L'Internationale communiste exige, impérieusement, et sans conditions, l'accomplissement de cette rupture dans le délai le plus court. L'Internationale communiste ne peut s'accommoder de ce que des opportunistes notoires tels que TURATI, KAUTSKY, HILFERDING, HILLQUIT, LONGUET, MACDONALD, MODIGLIANI, et autres, puissent avoir le droit de se dire affiliés à la IIIe Internationale ou d'y être représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la IIe ».

On est tout de même en droit de se demander pourquoi la Direction du P.C. a cru bon s'allier en vue de gouverner avec des gens qui, par nature, d'après elle, sont des traîtres. Cette attitude ne peut relever que de l'erreur.

Mais tout devient plus clair lorsque l'on considère la totalité de la stratégie du P.C.F. Si celui-ci affirme vouloir l'Union de la Gauche, il déclare vouloir s'engager aussi dans l'Union du Peuple de France. C'est l'objectif essentiel du P.C.

*« Il faut réaliser l'union du peuple de France qui est et qui reste notre objectif **stratégique ».***
(Georges MARCHAIS, rapport au Comité central d'avril 1978).

Pour le P.C., il s'agirait par là d'amener une majorité de Français à s'allier sur des points précis et à court terme : politique sociale, maintien de l'ordre. Dans cette large alliance ainsi constituée, le P.C. jouerait le rôle d'avant-garde.

Il n'est donc pas question pour la Direction du P.C.F. de faire prendre conscience de la nécessité du socialisme et du choix de société que cela implique, **mais d'entraîner le peuple de France derrière le Parti Communiste au travers de revendications immédiates.** L'Union du Peuple de France compléterait alors aujourd'hui le rôle que LENINE avait attribué aux syndicats : celui de courroie de transmission. C'est ce que tente de réaliser en ce moment le P.C. Italien dans le cadre de ce qu'il appelle le « compromis historique ».

Allié à la démocratie chrétienne, le P.C.F. veut entraîner derrière lui la masse italienne sur des revendications immédiates et contre le désordre. Aussi, E. BERLINGUER a-t-il voulu apparaître comme le meilleur défenseur de l'Etat contre les Brigades Rouges. C'est de cette stratégie que relève également la volonté du P.C.F. d'apparaître toujours comme le meilleur défenseur des libertés et au sein de la Gauche d'avoir voulu passer pour le seul véritable garant de l'application du Programme Commun. Cette stratégie d'Union du Peuple de France n'est pas nouvelle. Maurice THOREZ déjà « tendait la main » un peu dans toutes les directions.

La vraie question : le P.C. a-t-il changé depuis 1920 ?

On ne peut qu'évoquer la différence de conception apparue à Tours et dégagée par Léon BLUM : pour les socialistes il s'agit de convaincre. Les Partis Communistes, avant-gardes conscientes, cherchent avant tout à **entraîner** des masses sans leur indiquer le but vers lequel ils entendent les mener. Donc, pour cela, il faut avant tout défendre le Parti.

Les intérêts du Parti deviennent prédominants, même au prix de l'échec de toute la Gauche (Georges MARCHAIS : « La gauche pouvait gagner avec un P.C. atteignant plus de 21 % des électeurs. En-dessous, la Direction du P.C. considérait que cela n'était pas souhaitable »).

C'est sans doute là une des raisons de la défaite de mars 1978. Est-ce bien la seule ?

2) LE P.C.F., L'U.R.S.S. ET L'EUROPE

Dans son rapport à la convention, L. JOSPIN pose la question suivante :

L'attitude du Parti Communiste a-t-elle une explication de caractère international ? Il est malaisé d'en trancher répond-il. Il est du moins admis que l'on puisse se poser la question, d'autant plus que le « rapport JOSPIN » attire l'attention du Parti Socialiste sur certains faits qui amènent le rapporteur à conclure :

« Il est clair que les positions de politique étrangère du P.C.F., particulièrement dans la dernière période, recoupent pratiquement toujours les orientations de la politique extérieure de l'U.R.S.S. ».

Or, cette attitude est **apparemment** en contradiction complète avec les aspects « nationaux » et même souvent nationalistes que le P.C.F. entend revêtir, surtout depuis son XXIIe Congrès. Que l'on se souvienne des

mots d'ordre qui en sortaient : le socialisme aux couleurs de la France, la voie française au socialisme. Cette volonté d'indépendance, semblait renforcée par certaines critiques vis-à-vis des régimes de l'Est, tout en réaffirmant, comme nous l'avons déjà dit, leur caractère socialiste ; et par ce que l'on appelle aujourd'hui l'eurocommunisme.

Georges MARCHAIS lui-même rappelait devant le Comité Central du P.C., que les rapports avec les pays de l'Est ne s'étaient pas améliorés, au contraire.

Un constat permanent

Il n'en est pas moins vrai que les prises de positions du P.C.F. en matière de politique étrangère servent « objectivement », pour reprendre le langage communiste, l'Union Soviétique, qu'il s'agisse de la destabilisation de l'Afrique ou du problème de la construction européenne.

A propos de l'Afrique, les germes de guerre sont les plus actuels et les plus probables, il est singulier de voir F. CASTRO et ses « volontaires » se trouver sur les champs de bataille qu'ils ont ouverts sans que la Gauche proteste le moins du monde. L'U.R.S.S. place ses pions en Angola, en Erythrée. Or, on s'aperçoit que le P.C.F. s'aligne sans discernement et sans réserve tout en tenant des discours humanistes contredits par les faits sur le terrain.

L'Europe

Le Parti Communiste Français a toujours refusé tout transfert de souveraineté au niveau européen. Or, il ne peut y avoir de construction européenne sans, à un moment donné, transfert de certains pouvoirs nationaux à la collectivité européenne.

Si le P.C.F. a bien accepté l'élection du parlement européen au suffrage universel, c'est en exigeant auparavant des assurances garantissant ce qu'il appelle « l'indépendance nationale ». On peut se demander ce que signifie aujourd'hui l'indépendance nationale pour un pays moyen comme la France, à l'époque de la domination de l'économie mondiale pour les sociétés multinationales, et de la nouvelle division internationale du travail.

La position du P.C.F., proche d'ailleurs en cela de celle du R.P.R., aboutit à accepter des institutions européennes dans la mesure où on assure qu'elles ne serviront à rien. Les dernières prises de positions sur l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne, la Grèce et le Portugal montrent encore cette convergence.

En ce qui concerne les Socialistes, le Congrès de Bagnolet en février 1974, a défini nos positions.

Le P.C.F. rend d'ailleurs encore hommage à la politique extérieure du Général DE GAULLE, dans la mesure où il a saboté la construction européenne. La Direction du P.C.F. ne se pose-t-elle pas aujourd'hui en défenseur de la « Force de frappe française », telle que la concevait DE GAULLE. **On se souviendra, à ce sujet, de la publication lors de l'été 1977, du rapport Kanapa.** Après avoir combattu la force de frappe coûteuse et inefficace, la Direction du P.C.F. vira de bord, et considéra du jour au lendemain que c'était là une arme indispensable à la défense de la France. Est-elle devenue pour lui efficace entre-temps ?

Réflexions et souvenirs

Que signifie l'expression de ELLENSTEIN lorsqu'il parle de la politique étrangère qu'aurait dû avoir « La France du Programme Commun » :

« Résolument nationale, raisonnablement européenne et fermement internationaliste ».

Résolument nationale..., on voit ce que cela veut dire, mais raisonnablement européenne... on voit mal la signification du terme, car la lutte contre la construction européenne n'est pas nouvelle dans le monde communiste. Il est vrai qu'il s'est déclaré favorable à l'élargissement de la C.E.E., dans un article récent du « Monde », contrairement à la direction du P.C.F.

LENINE avait déjà posé le problème dans un article qu'il écrivait dans le « Social Démocrate », journal du Parti Socialiste russe en août 1915.

« Si le mot d'ordre des états unis républicains d'Europe, formulé en liaison avec le renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe (Autriche, Allemagne, Russie), la monarchie russe en tête, est absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique, ou se heurte encore à une question éminemment importante, celle du contenu de la portée économique de ce mot d'ordre... les états unis d'Europe sont en régime capitaliste, ou bien impossibles ou bien réactionnaires ... ».

« On doit donc considérer le mot d'ordre des états unis d'Europe comme erroné ».

Il faut bien voir les conséquences à long terme de cette position de LENINE.

De là est partie la conception selon laquelle le socialisme devait se construire d'abord à l'échelle nationale, ce qui a conduit directement à la dictature stalinienne, mais ce qui a conduit également les partis communistes à devenir dans leur propre pays, les défenseurs de ce qu'ils appelaient « la patrie du socialisme », d'autant plus que la certitude qu'avait LENINE de voir la révolution éclater en Europe s'écroulait, et LENINE déclarait :

« Il est hors de doute que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire définitive du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique ».

Aussi, devenait-il nécessaire pour les bolcheviks que :

Texte de la XIVe condition

« Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste est obligé de porter, sans répit, assistance à toute république soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Les partis communistes doivent mener une propagande nette pour empêcher le transport des munitions de guerre aux ennemis de la République des Soviets. De plus, par tous les moyens, légalement ou illégalement, ils doivent faire de la propagande parmi les troupes expédiées pour étrangler les Républiques soviétiques ».

14e condition qui est à la base de bien des engagements du P.C.F. aux côtés de l'U.R.S.S., des purges staliniennes à l'acceptation de l'invasion de la Hongrie en 1956, en passant par la défense du pacte germano-soviétique.

Les vraies raisons de la scission ouvrière

La scission de 1920 a donc eu un objectif national russe. Ses conséquences à ce sujet doivent-elles encore se faire sentir ? Si l'on en croit les affirmations d'indépendances à l'égard de l'U.R.S.S., il y a, dans ce domaine, contradiction. Si le P.C.F. veut être puissant électoralement, il doit jouer le jeu de l'indépendance et le montrer par des déclarations condamnant certains aspects du régime soviétique, mais la défense des acquis qu'il qualifie de socialistes en U.R.S.S. l'amène à garder fondamentalement des liens avec la politique étrangère soviétique.

Les positions nationalistes du P.C.F. lui servent à la fois à montrer de l'indépendance vis-à-vis des pays de l'Est, mais surtout à entraver la construction politique de l'Europe gênante pour l'U.R.S.S. depuis sa construction, ce qui n'a fait que se renforcer par le partage du monde en 2 puissances à Yalta.

Ne serait-ce pas là l'explication et la seule de l'échec de mars 1978 ? Echec voulu par le P.C. par raison ou obligation ?

La rupture de 1977 ne s'est pas plus faite à propos du nombre de groupes industriels à nationaliser que la scission de 1920 n'a séparé ceux qui voulaient la révolution de ceux qui la refusaient. Et pourtant, combien de complexes chez certains de nos camarades socialistes qui voyaient en un militant communiste plus révolutionnaire qu'eux. C'est bien la première équivoque...

3) QUE PEUT ETRE LA REVOLUTION AUJOURD'HUI ?

La première équivoque que les Partis Communistes ont su entretenir depuis 1920 réside là. D'après eux, la scission du congrès de Tours a séparé et sépare encore les révolutionnaires et les réformistes ; c'est-à-dire, toujours selon eux, ceux qui voulaient transformer la société, en changer les structures, et ceux qui ne faisaient que l'adapter. C'est là tout simplement une falsification de la réalité. Léon BLUM le déclarait lui-même à la tribune du congrès de Tours :

« Le débat n'est pas entre la conception révisionniste et la conception révolutionnaire, mais entre deux conceptions révolutionnaires qui, en effet, sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre ».

Mais Léon BLUM précisait aussi sa conception révolutionnaire :

« Si vous estimez que le but, c'est la transformation, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation, devient travail révolutionnaire ».

La révolution, pour Léon BLUM et les socialistes demeure ce travail lent, graduel, pacifique, soutenu par la majorité du peuple.

REFORMISME OU REVOLUTION / FAUX DEBAT

L'opposition entre réforme et révolution est pour cela stupide. Les réformes qui servent à faciliter le travail de la classe ouvrière en améliorant ses conditions de vie et sa conscience sont, par essence, révolutionnaires. Prétendre le contraire équivaudrait à jeter dans les poubelles de l'histoire tous les acquis du mouvement populaire depuis des décennies, du suffrage universel aux conventions collectives en passant par l'instruction laïque, gratuite et obligatoire et condamnerait en même temps les signataires du Programme Commun de Gouvernement de 1972, qui ne prévoyait que des réformes préparant la transition au socialisme.

Aucune de ces réformes n'ont, seule, constitué la révolution, mais toutes ont permis à la classe ouvrière de conquérir plus de bien-être et de pouvoir.

Le problème n'est pas dans l'opposition réforme-révolution, mais dans la **nature des réformes.** C'est en cela que nous, socialistes, disons que nous n'irons pas au pouvoir quand les conditions ne nous permettront pas de faire progresser la classe ouvrière dans ses conditions de vie, mais que nous irons à chaque fois que cela peut se solder par des progrès pour le monde du travail. Cela

dit sans illusion, les socialistes savent aussi que le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul. Nous avons conscience que le capitalisme possède une formidable faculté d'adaptation et de récupération (il l'a prouvé après la crise de 1929). C'est bien pour cela que les réformes ne doivent pas nous masquer le but qui est la **transformation radicale de la société.**

C'est pour avoir voulu croire qu'il suffirait d'une avant-garde entraînant des masses inorganisées que tous les partis communistes ont, comme le prévoyait Léon BLUM, en 1920, « manqué leur aventure ». Les rêves que l'on qualifierait aujourd'hui de gauchistes de ceux qui ont suivi alors la Russie de 1920 ont eu leurs conséquences : scission syndicale, écœurement de la classe ouvrière, c'est-à-dire déjà renforcement du pouvoir de la droite.

Que veut dire le P.C. ?

Or, le choix aujourd'hui reste de même nature. Que veut dire le P.C. lorsqu'il affirme qu'il demeure le seul parti révolutionnaire ? Ayant voulu plaquer le modèle soviétique sur une réalité différente, le P.C. est devenu de plus en plus étranger à la réalité qu'il prétend transformer. Le mouvement communiste n'a réussi que lorsqu'il a eu à lutter contre le sous-développement ou en utilisant le nationalisme. Ainsi, sous couvert de libération, le mouvement communiste a substitué ou aidé à substituer un régime totalitaire à un autre régime totalitaire. Par contre, partout où la lutte se mène dans un pays où la bourgeoisie a dû instaurer une certaine démocratie politique et où le mouvement ouvrier puissant a réussi à élever l'organisation et la conscience de la classe ouvrière, en lui permettant d'abord de sortir de la misère matérielle la plus noire, le parti communiste est inexistant ou crée une contre-société coupée du véritable combat politique.

Le P.C. doit répondre

C'est ainsi qu'en France, le P.C.F. est devenu, tout naturellement, non plus un parti politique lancé dans le combat révolutionnaire, ce qui implique une stratégie à partir de l'analyse réelle de la situation française, mais le lieu de rencontre de tous les mécontents, d'où qu'ils viennent. La lutte politique se résume alors à un catalogue sans fin de revendications d'autant plus démagogiques qu'il est exclu de les appliquer un jour. C'est peut-être cette attitude au fond « poujadiste » qui explique le fameux slogan de Georges MARCHAIS pendant la campagne électorale dernière : « on fera payer les riches »... comme si cela suffisait à transformer une société !

Les travailleurs français de 1978 ne sont pas les moujiks de 1917. C'est aussi parce que les travailleurs soviétiques de 1978 ne sont plus les moujiks de 1917 qu'ils commencent à contester, se réclamant eux aussi du véritable socialisme.

Les militants communistes doivent aujourd'hui choisir entre l'analyse concrète de la situation réelle de la France et c'est ce vers quoi s'engage le Parti Socialiste en débattant d'un projet de société et non de fidélité à un modèle imposé d'un autre pays, à une autre époque. Or, nier la réalité pour sauver le modèle auquel on croit, cela s'appelle du dogmatisme. Le mouvement ouvrier français éduqué par des années de lutte n'a pas besoin d'une église rappelant périodiquement le dogme et excluant ou muselant de temps en temps ses hérétiques pour défendre son parti contre la libre discussion, ce qui s'appelle du cléricalisme.

Coll. Fondation Jean Jaurès

La direction du P.C.F. reprend pourtant encore aujourd'hui cette conception « cléricale » du Parti, lorsque Georges MARCHAIS déclare devant le comité central du P.C., en avril 1978 :

« Le Parti communiste, c'est un parti révolutionnaire, un parti d'avant-garde et il y a des tendances au culte de la spontanéité, des tendances anarchisantes auxquelles nous ne saurions céder sous peine de renoncer à l'existence même d'un parti apte à ***jouer son rôle d'avant-garde*** *».*

Et Georges MARCHAIS d'ajouter :

« Il est vain d'attendre du P.C. qu'il renonce à ses structures d'avant-garde de la classe ouvrière, qu'il les dilue dans un mouvement de masse sans contour, ***qu'il abolisse ses caractéristiques d'avant-garde qui sont sa raison d'exister*** *».*

Le P.C. fidèle à 1920

Le P.C. existerait donc parce que la classe ouvrière aurait besoin d'une avant-garde. Il y aurait donc deux catégories de travailleurs, les conscients et les autres, ceux qui seraient dignes d'être au Parti et les masses, comme les appelle MARCHAIS lui-même.

C'est oublier que la France connaît l'instruction gratuite depuis plus de 100 ans et que son mouvement ouvrier n'a pas attendu la création du P.C. en 1920, pour s'organiser et s'éduquer. C'est aussi montrer un certain mépris pour la classe ouvrière que de la considérer comme incapable de se diriger elle-même et voir en elle des enfants ayant besoin d'une sorte de prêtre pour lui montrer à chaque pas le chemin du socialisme.

Rappelant cette caractéristique essentielle du P.C., Georges MARCHAIS ne s'écarte pas d'un pouce des thèses de 1920.

Léon BLUM y avait déjà répondu à Tours

« Non, ce n'est pas par la tactique des masses inorganiques derrière vos avant-gardes communistes que vous avez des chances de prendre le pouvoir. Vous avez des chances de prendre le pouvoir par de vastes mouvements ouvriers à caractères organiques supposant une éducation. Vous ferez la révolution avec des millions d'ouvriers organisés, sachant ce qu'ils veulent et quelles méthodes, ils emploieront pour aller au but ».

Le P.C.F. a bien la volonté de garder l'image du seul parti révolutionnaire et c'est peut-être cela qui pose aujourd'hui un grave problème en son sein.

ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?

La crise qui semble agiter, depuis les élections, le P.C.F., montre qu'un certain nombre de militants se posent des questions sur la nature et le rôle du Parti auquel ils ont adhéré pour des motifs souvent divers : parce qu'il leur apparaissait « le plus à gauche », le plus « révolutionnaire » ou qu'il prenait en compte la défense de certains de leurs intérêts immédiats. Il est hors de question pour nous de supputer sur l'avenir de cette crise et sur la manière dont la direction du P.C.F. pourra ou ne pourra pas la régler. Mais nous devons nous rendre compte que le Parti communiste français connaît aujourd'hui une crise d'identité due à la contradiction entre sa nature profonde et la réalité politique et sociale de la France à laquelle il doit, malgré tout, coller. LENINE avait résumé le principe du parti communiste issu de la scission d'après la première guerre :

« La scission exprime la volonté d'une partie de la classe ouvrière de rester en état de scission permanente d'avec le reste de la société française ».

A partir de l'instant où la direction du P.C.F. a voulu « jouer le jeu » du système politique normal en sortant de son ghetto, le parti communiste a perdu sa nature et sans doute sa raison d'être.

Car, du coup, le P.C.F. est devenu un parti réformiste et au fond, social-démocrate au sens où LENINE l'était lui-même en 1905 et, où L. BLUM le demeurait en 1920. Que signifient, en effet, des expressions telles que démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme, ou la révolution lente, graduelle, progressive et pacifique de ELLENSTEIN, si ce n'est la reprise de l'idée que la révolution est une série de réformes qui aboutissent à la « rupture » avec le capitalisme. C'est bien la nature des réformes qui fait du pouvoir de la Gauche une « démocratie avancée », selon les uns, une « phase de transition », selon les autres ou un piège qui peut entraîner la Gauche à faire une autre politique que la sienne.

REFORME - REVOLUTION, C'EST UN FAUX DEBAT. LA SIGNATURE DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT EN EST LA PREUVE

Le Pouvoir pour quoi faire ? Quelle société ? Comment ?

Tel est le débat qui doit s'engager entre tous ceux qui se réclament du socialisme.

Certains refuseront peut-être de s'engager dans ce type de débat affirmant qu'il est inutile ou qu'il serait trop long à aboutir. Peut-être penseront-ils qu'il vaut mieux évacuer les problèmes qui ont, un jour, séparé le mouvement ouvrier, mais ne retenir que ce qui unit pour taire ce qui divise n'a jamais constitué une méthode pour régler les querelles. **La politique de l'autruche, pas plus que l'impatience n'ont pu éliminer les divisions.**

C'est pour cela qu'il faut engager un dialogue idéologique avec nos partenaires. Mais nous ne serons capables de le faire que si nous restons authentiquement socialistes dans nos discours comme dans nos pratiques.

S'il est vrai que le débat idéologique avec tous les partenaires qui se réclament du socialisme a été évacué par le Congrès d'Epinay (à une faible majorité),

s'il est vrai que dans l'atmosphère de suspicion réciproque entretenue systématiquement par le P.C., sa reprise serait illusoire ; il faut cependant envisager de reprendre le débat sur la nature du socialisme, et par voie de conséquence, sur la nature des organisations qui veulent sa réalisation.

Ainsi, ces réflexions posent le problème de savoir si le P.C. a fondamentalement changé, alors qu'il se montre toujours appuyé sur le centralisme démocratique, la volonté d'une position dominante sur le terrain, et l'alignement objectif sur l'U.R.S.S. Il faut organiser la querelle « au-delà des tactiques électorales ». Organiser la querelle, c'est d'abord la placer en hibernation par un pacte de non-agression et une unité d'arbitrage qui rendront à la Gauche unie sa crédibilité et d'abord la nôtre.

Le discours de Léon BLUM au congrès de scission de Tours en décembre 1920, sert souvent de référence, soit pour approuver ceux qui ont « gardé la vieille maison », soit pour les condamner et reconnaître le bien fondé des thèses de LENINE. Il importe donc d'en publier les passages essentiels.

D'autre part, le texte du rapport que L. JOSPIN prononça lors de la convention d'avril 1978 et auquel il est souvent fait référence a été publié.

Décembre 1920, le mouvement ouvrier se déchirait. Après 60 ans de scission, relire le texte du discours de Léon BLUM défendant les thèses socialistes face à ceux qui allaient créer le P.C.F. pourrait apparaître comme une volonté un peu morbide de remuer le couteau dans la plaie. Espérons que les quelques réflexions qui précèdent ont montré qu'il n'en était rien.

Dans son discours, L. BLUM aborde la question de l'organisation du Parti et condamne le centralisme que veulent créer les futurs militants communistes. Puis, il pose le problème de ce que peut signifier la notion de révolution pour les socialistes.

« Un système socialiste se juge avant tout à sa conception révolutionnaire, parce que la conception révolutionnaire est l'essence de toute doctrine socialiste. Je ne veux pas refaire ici une déclaration que nous avons faite tant de fois, mes amis et moi. Nous avons dû en rebattre les oreilles des uns et des autres. Pourtant, il faut que je proteste une dernière fois contre ce moyen de polémique, de discussion, qui consiste à montrer les adversaires de la IIIe Internationale comme des contre-révolutionnaires, et à soutenir que le débat pour ou contre l'adhésion est en réalité le débat entre l'idée révolutionnaire et l'idée réformiste. Rien n'est plus erroné. Je vais essayer de vous le démontrer. Je vous en prie, écoutez-moi.

Le débat n'est pas entre la conception réformiste et la conception révolutionnaire, mais entre deux conceptions révolutionnaires qui, en effet, sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre.

En ce qui me concerne personnellement, je ne connais pas deux espèces de socialisme, dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution c'est, par définition, cette transformation même. Où donc est le point de désaccord, le point de conflit entre vous et nous ? Je vais essayer de préciser. C'est bien entendu, le désaccord capital.

Révolution, cela signifie, pour le socialisme traditionnel français : transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune, voilà ce que cela veut dire. C'est cette transformation qui est par elle-même la révolution, et c'est elle seule, indépendamment de tous les moyens quelconques qui seront appliqués pour arriver à ce résultat.

Révolution, cela veut dire quelque chose de plus. Cela veut dire que ce passage d'un ordre de propriété à un régime économique essentiellement différent ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées, de modifications insensibles de la société capitaliste.

Les progrès de la révolution sont parallèles avec l'évolution de la société capitaliste. La transformation sera donc nécessairement préparée par les modifications insensibles que subit la société capitaliste. Mais l'idée révolutionnaire comporte, à notre avis à tous, je crois, ceci : qu'en dépit de ce parallélisme, le passage d'un état de propriété à un autre ne se fera pas par la modification insensible et par l'évolution continue, mais qu'à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime même de la propriété, quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenus, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique.

Nous entendons encore autre chose, par le mot révolution. C'est que cette rupture de continuité qui est le commencement de la révolution elle-même a, comme condition nécessaire, mais non suffisante, la conquête du pouvoir politique. Cela est à la racine même de notre

doctrine. Nous pensons, nous, socialistes que la transformation révolutionnaire de la propriété ne peut s'accomplir que lorsque nous aurons conquis le pouvoir politique. La conquête des pouvoirs publics, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie : prise de l'autorité centrale qui, actuellement, s'appelle l'Etat, par n'importe quels moyens, sans que ni les moyens légaux ni les moyens illégaux soient exclus. C'est la pensée socialiste.

Le socialisme international et le socialisme français n'ont jamais limité les moyens dont ils se serviraient pour la conquête du pouvoir politique. LENINE lui-même a admis qu'en Angleterre, le pouvoir politique pourrait parfaitement être conquis par les moyens électoraux. Mais il n'y a pas un socialiste, si modéré soit-il, qui se soit jamais condamné à n'attendre que d'un succès électoral la conquête du pouvoir. Là-dessus, il n'y a aucune discussion possible. **Notre formule à tous est cette formule de GUESDE, que BRACKE me répétait il y a quelque temps : « Par tous les moyens, y compris les moyens légaux ».**

Mais cela dit, où apparaît le point de divergence ? Il apparaît en ceci, c'est que la conception révolutionnaire que je viens de vous indiquer, et qui était celle de JAURES, de VAILLANT, de GUESDE, a toujours eu à se défendre contre deux déviations contraires et a toujours frayé difficilement son chemin entre une déviation de droite et une déviation de gauche. La première est précisément cette déviation révisionniste dont je parlais tout à l'heure. Le fond de cette thèse c'est que, sinon la totalité de la transformation sociale, du moins ce qu'il y a de plus substantiel dans les avantages qu'elle doit procurer à la classe ouvrière, peut être obtenu sans crise préalable du pouvoir politique. Là est l'essence du révisionnisme.

Mais il y a une seconde erreur dont je suis bien obligé de dire qu'elle est, dans son essence, anarchiste. C'est celle qui consiste à penser que la conquête des Pouvoirs Publics est par elle-même une fin, alors qu'elle n'est qu'un moyen, qu'elle est le but, alors qu'elle n'est que la condition, qu'elle est la pièce, alors qu'elle n'est que le prologue.

Que la fin révolutionnaire, que l'idéal révolutionnaire, ce soit la prise des pouvoirs publics en elle-même et par elle-même, indépendamment de la transformation sociale dont elle doit devenir le moyen, cela, je le répète, c'est une conception anarchiste. Car, lorsque vous raisonnez ainsi, quel est le seul résultat positif, certain, que vous ayez en vue ? C'est la destruction de l'appareil gouvernemental actuel. Lorsque vous vous fixez à vous-mêmes comme but la prise du pouvoir, sans être sûrs que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale, le seul but positif de votre effort, c'est la destruction de ce qui est, et que l'on appelle l'appareil gouvernemental bourgeois. Erreur anarchiste dans son origine et qui, à mon avis, est à la racine de la doctrine communiste ».

Enfin, le discours de BLUM se termine par un appel que nous pourrions lancer à nouveau aujourd'hui :

« Nous sommes convaincus qu'en ce moment, il y a une question plus pressante que de savoir si le socialisme sera uni ou ne le sera pas. C'est la question de savoir si le socialisme sera ou s'il ne sera pas.

Et, puisque c'est peut-être pour moi la dernière occasion de vous le dire, je voudrais vous demander quelque chose qui est grave à mes yeux. Pouvons-nous vraiment, les uns et les autres, prendre là-dessus une sorte d'engagement suprême ? Demain, nous serons peut-être divisés : comme les hommes qui comprennent différemment l'intérêt du socialisme, le devoir socialiste, ou serons-nous divisés comme des ennemis ?

Allons-nous passer notre temps devant la bourgeoisie à nous traiter les uns de traitres et de renégats, les autres de fous et de criminels ? Ne nous ferons-nous pas, les uns et les autres, crédit de notre bonne foi ? Je le demande : Y a-t-il quelqu'un ici qui croit que je ne suis pas socialiste ?

Dans cette heure qui, pour nous tous, est une heure d'anxiété tragique, n'ajoutons pas encore cela à notre douleur et à nos craintes. Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide.

Je vous dis cela parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous et parce qu'il faut pourtant que cela soit dit. Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes : malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer pourra encore réunir ».

Coll. Fondation Jean Jaurès

Cette plaquette a été écrite sans prétention littéraire et dans l'unique préoccupation de participer utilement à la discussion ouverte dans le Parti ; j'ai rassemblé et formulé quelques idées personnelles.

Je n'ai pas fait la quête de signatures mais quelques camarades dont Jacques PIETTE, Ernest CAZELLES, Yves DURAND et Augustin LAURENT, auxquels ce travail a été soumis pour leur information et pour avoir éventuellement un avis, m'ont fait savoir qu'ils approuvent mon initiative.

Arthur NOTEBART.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès